

Déclaration du député Michael Chong sur l'article du Globe and Mail concernant un diplomate de la République populaire de Chine (RPC) au Canada

1^{er} mai 2023

« Je suis profondément déçu d'apprendre, par le biais d'un article du Globe and Mail, que le gouvernement Trudeau savait, il y a deux ans, qu'un diplomate de la RPC, travaillant au consulat de Toronto, s'en prenait à ma famille à Hong Kong.

« Le gouvernement ne m'a pas informé qu'un diplomate s'en prenait à ma famille et n'a pris aucune mesure pour expulser le diplomate responsable de l'orchestration de cette campagne d'intimidation.

« En fait, la dernière liste diplomatique et consulaire des diplomates accrédités fournie par Affaires mondiales Canada montre que ce diplomate, M. Wei Zhao, est toujours autorisé par le gouvernement à travailler au Canada. Il est évident et stupéfiant que le gouvernement continue de fermer les yeux sur la menace d'ingérence étrangère.

« Bien que j'aie été informé par le SCRS des activités de menace d'ingérence étrangère, ces séances d'information n'ont fourni aucune information sur cet individu et sur les menaces spécifiques qui pèsent sur moi ou sur ma famille. À la lumière des informations rapportées par le Globe, j'en conclus que le cabinet du premier ministre n'a pas autorisé le SCRS à m'informer de cette menace spécifique.

« Lorsque le gouvernement a appris qu'un député élu était la cible d'une campagne d'intimidation de la part d'un diplomate de la RPC au Canada, il aurait dû prendre deux mesures. Premièrement, il aurait dû m'informer. Deuxièmement, il aurait dû déclarer le diplomate persona non grata. Alors que Michael Kovrig et Michael Spavor étaient toujours détenus à tort par la RPC au moment où cette information a été portée à la connaissance du gouvernement, ils ont été libérés plusieurs semaines plus tard, le 24 septembre 2021. Tout gouvernement sérieux aurait agi après leur libération pour expulser ce diplomate. Le fait que le gouvernement ne m'ait pas informé et n'ait pris aucune mesure est révélateur de son laisser-faire permanent à l'égard des tactiques d'intimidation de la RPC.

« Comme de nombreux Canadiens, j'ai de la famille à l'étranger. Le fait que la RPC s'en prenne à la famille à l'étranger pour intimider et contraindre les Canadiens chez eux constitue une grave menace nationale. Elle sape la cohésion sociale, ainsi que les libertés et droits fondamentaux qui nous sont chers. Le fait que le gouvernement Trudeau continue d'accréditer et de permettre à un diplomate de la RPC de rester au Canada pour s'en prendre à ma famille à l'étranger témoigne d'un manque total de leadership et de décence.

« L'inaction du gouvernement laisse tous les Canadiens vulnérables face aux menaces d'ingérence étrangère de la RPC et d'autres États autoritaires déterminés à saper notre démocratie.

« Ce qui s'est passé devrait être un signal d'alarme pour l'ensemble du gouvernement. Un État autoritaire a pris pour cible la famille d'un député élu pour tenter de modifier le cours d'un débat national sur la politique étrangère de notre pays, le gouvernement le savait et n'a rien fait.

« L'inaction du gouvernement Trudeau laisse penser qu'il ne protégera pas les Canadiens ayant des points de vue politiques différents contre les activités menaçantes des États autoritaires.

« Ces calculs politiques ne peuvent et ne doivent pas l'emporter sur nos valeurs, notre sécurité nationale et le devoir de protection que l'État canadien doit à chaque citoyen contre la coercition étrangère exercée à l'intérieur de nos propres frontières. »